

Olivier Passet, Xerfi, 20 janvier 2021

Le chômage c'est fini, le plein emploi aussi

xerfi.canal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Le-chomage-c-est-fini-le-plein-emploi-aussi-
XERFI
Publication_3749313.html



Olivier Passet - Directeur de la recherche, Xerfi

20/01/2021 🕒 05:38



Le chômage serait-il un concept en voie de disparition. Et avec lui la quête du graal que constitue la recherche du plein-emploi. L'interrogation peut sembler saugrenue, tant le chômage de masse demeure une réalité depuis plusieurs décennies en France. Comment parler de fin du chômage, quand, au dernier comptage, le nombre de chômeurs inscrits à pôle emploi culmine en novembre à 3,6 millions et même à 5,6 millions lorsque l'on y ajoute les chômeurs de catégorie B et C qui sont en activité partielle. Et quand parmi tous ces chômeurs, plus de la moitié recherche un emploi depuis plus d'un an. Ce dont je parle, c'est de la perte de sens progressive du chômage comme point de repère de la distance qui nous éloigne du plein emploi. Qui traduit l'abandon même de l'objectif de plein emploi dans nos sociétés.

Cette perte de sens est en partie perceptible dans l'étrange inertie des taux de chômeurs dans la plupart des économies développées depuis le début de la crise sanitaire. Au troisième trimestre, cette hausse était sans commune mesure avec la profondeur inégalée

du choc d'activité qu'ont subi les économies depuis le début de l'année 2020. Il suffit de la comparer avec les mouvements observés au cours des 3 premiers trimestres de la crise 2008 pour prendre la mesure du phénomène. Cette inertie on le sait est un trompe l'œil, liée au fait que l'arrêt complet de certaines activités a rendu impossible la recherche active d'un emploi durant la crise sanitaire... condition sine qua non pour être considéré comme un chômeur selon les conventions internationales. Ce phénomène est transitoire et s'estompera peu à peu. Mais cette inertie témoigne aussi d'un dérèglement plus profond et plus durable du marché du travail, qui n'a pas fini de produire ses effets.

Elle témoigne d'une modification profonde de la relation à l'emploi dans les économies développées. Ce qui peu à peu se délite c'est notre représentation binaire de la relation au travail des personnes actives : être en emploi ou bien être au chômage. Entre ces deux situations polaires, s'est développée une myriade de situations intermédiaires qui composent un continuum entre l'emploi stable et le chômage. Puisqu'être en emploi c'est avoir travaillé pendant une durée quelconque durant la semaine de référence, il suffit d'un rien pour être sorti de la statistique du chômage. Les intermittents, les cdd ou intérimaires sur courte mission, les saisonniers, les auto-entrepreneurs, qui ne tirent qu'un très faible revenu de leur activité, sortent pour la plupart des radars du chômage. Et l'effet de ce fractionnement est bien décelable aujourd'hui dans les statistiques de pôle emploi. Où ceux qui recherchent un emploi, tout en travaillant quelques heures constituent une fraction croissante des inscrits.... Et la plateformes des économies ne cesse d'enrichir le bataillon des personnes rémunérées à la tâche. Tandis que parallèlement les compléments de revenus sous forme de transferts publics renforce l'acceptabilité de ces emplois qui ne parviennent pas à fournir un revenu complet à l'année. La prime d'activité concerne aujourd'hui 4,3 millions de foyers en France.

Mais à côté de cette tendance rampante, qui concerne l'ensemble des économies développées, le vrai point de rupture, c'est l'irruption du chômage partiel à grande échelle, que l'on aurait tort de considérer comme un phénomène exceptionnel et seulement transitoire. L'impact stabilisateur sur l'emploi et le chômage classique de ce dispositif est considérable à court terme. Selon l'Insee, entre mi-2019 et mi-2020, le chômage partiel a permis de réduire de 22% le volume de travail rémunéré par les entreprises tout en limitant la baisse de l'emploi salarié à 2,7%. Cela donne la mesure des réductions d'emplois et de salaires qui ont été évitées grâce à la prise en charge des coûts salariaux par l'État. Et à travers ce mécanisme, c'est toute une série d'effets de propagation qui cristallisent une partie du chômage conjoncturel en chômage structurel qui s'estompent. Le laboratoire allemand, où le dispositif existe à grande échelle depuis longtemps, a déjà démontré qu'il dispense les entreprises de tout le processus coûteux de licenciement puis de recherche d'emploi en phase baissière puis haussière du cycle. Notamment dans un contexte où les compétences sont rares. Qu'il évite aussi les effets de stigmatisation qui pénalisent les demandeurs d'emplois et alimentent le chômage de longue durée. A quoi il faut ajouter tous les effets stabilisateurs au plan macro de l'atténuation de la cicatrice des crises sur les revenus privés. Or ce nouveau purgatoire, entre emploi effectif et chômage classique, qui s'est généralisé à de nombreux pays européens, va demeurer dans l'arsenal

de gestion des crises des gouvernements, vidant toujours plus de son sens le concept de chômage, selon les canons du BIT. Et avec cette dissociation du lien entre emploi et revenu de subsistance, sa socialisation croissante, c'est bien le renoncement à la quête du plein emploi qui est acté le glissement vers un revenu universel qui ne dit pas encore son nom.

Recevez gratuitement
les émissions Xerfi Canal

LES + RÉCENTES
DE XERFI CANAL

LES INCONTURNABLES
DE XERFI CANAL